

## Les agriculteurs dans la société française<sup>1</sup>

**Le groupe social que constituent les « agriculteurs »<sup>2</sup> est en train de changer profondément. Au-delà des préjugés ou des discours médiatiques, que sait-on vraiment d'eux ? Que nous apprennent les enquêtes statistiques et les études sociologiques ? Forment-ils une catégorie particulière, avec ses modes de vie et ses valeurs propres ? Sont-ils au contraire en train de se fondre dans le modèle dominant de la société française contemporaine ? Si l'on observe un certain rapprochement avec le reste de la population en ce qui concerne le niveau de vie et la consommation, il reste encore des spécificités en matière de démographie, d'usages du temps et surtout de rapport au travail et au territoire.**

**D**e 1980 à 2007, la population active agricole est passée de 8 % à 3,4 % de la population active totale<sup>3</sup>. Même dans les espaces ruraux, les agriculteurs sont devenus minoritaires. Au-delà de ces données quantitatives, c'est l'ensemble du monde agricole qui est en train de changer profondément, et sans que le reste de la société s'en rende vraiment compte. Aujourd'hui, l'activité agricole ne repose plus sur l'ensemble des membres de la famille et les femmes d'agriculteurs travaillent de plus en plus au dehors de l'exploitation. Les nouveaux exploitants qui s'installent ne sont plus exclusivement issus du monde agricole. Cette plus grande ouverture sur l'extérieur s'accompagne d'une transformation des métiers et des qualifications : les agriculteurs sont devenus des chefs d'entreprises et les jeunes disposent d'une formation adaptée aux exigences du temps présent. Cette note fait le point sur les mutations en cours en distinguant tour à tour ce qui relève du niveau de vie (1) et de la consommation (2), de la famille (3), des loisirs et pratiques culturelles (4) et enfin des systèmes de valeurs (5).

### 1 - Revenus et niveaux de vie : des comparaisons délicates

Il est très difficile de comparer les revenus de l'activité agricole à ceux des autres ménages, les revenus des actifs agricoles non salariés connaissant des évolutions très variables d'une année à l'autre (+ 20 % en 2006/2007, - 22 % en 2007/2008, - 32 % en 2008/2009 pour l'ensemble des exploitations professionnelles<sup>4</sup>), contrairement aux reve-

nus des autres catégories qui évoluent lentement mais progressivement.

En ce qui concerne les ménages, la mesure du niveau de vie, qui est un meilleur indicateur<sup>5</sup> pour estimer les disparités sociales, révèle un niveau de vie inférieur au niveau moyen, mais cependant en « rattrapage », en tout cas jusqu'en 2007 (des données plus récentes montreraient probablement un infléchissement de cette tendance).

Ce rattrapage apparent cache en réalité des diversités de situation importantes. De plus, le taux de pauvreté<sup>6</sup> des agriculteurs reste très supérieur à la moyenne : 24 % contre 13 % en 2006, et l'écart tend à s'accroître<sup>7</sup>. Cependant, il faut rappeler que ce calcul de la pauvreté, basé sur des flux de revenus, ne tient pas compte du patrimoine

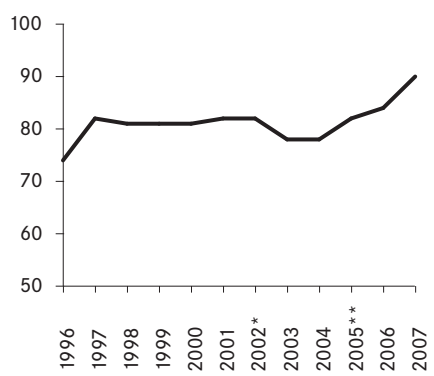
important dont disposent les exploitants agricoles.

### 2 - Des consommateurs comme les autres

Malgré ce décalage de niveaux de vie, les agriculteurs, comme le reste des Français, ont profité du formidable essor de la consommation depuis 40 ans et ont nettement amélioré leur confort de vie. En 2007, ils possèdent presque tous les principaux équipements électroménagers et sont même plus équipés que la moyenne des Français.

Leur équipement est conforme à la moyenne pour ce qui concerne les téléviseurs et magnétoscopes, mais plus important pour ce qui est des moyens de communication, notamment le téléphone portable. Quasiment tous les ménages agriculteurs possèdent une

Évolution du niveau de vie moyen des agriculteurs par rapport au niveau de vie moyen des Français (= 100 %)



\* Rétropolée

\*\* Nouvelle série

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1996 à 2005 ; Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2007

1. Cette note est la première d'une série qui va se pencher sur l'évolution du groupe socio-professionnel agriculteurs.

2. Il existe plusieurs définitions des « agriculteurs », liées à des modalités de collectes et d'enquêtes différentes ainsi qu'à des périmètres variables du groupe selon la source statistique : ministère de l'Agriculture, Insee, MSA, etc. En fonction des thèmes étudiés dans cette publication, les définitions peuvent être différentes.

3. Insee, Enquête Emploi.

4. Agreste Primeur, n° 234, Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations en 2009 : fort recul du revenu malgré des coûts en baisse, 2009. [http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf\\_primeur234.pdf](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_primeur234.pdf).

5. Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (uc), le premier adulte du ménage représentant 1 uc, les autres personnes de 14 ans ou plus 0,5 uc, et les enfants de moins de 14 ans 0,3 uc.

6. Pauvreté monétaire : un individu ou (un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, fixé ici à 60 % du niveau de vie médian.

7. Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux.

voiture, et ils sont deux fois plus nombreux que la moyenne nationale à en posséder deux. Leur taux d'équipement en informatique et en connexion internet a connu une progression très rapide, passant, pour cette dernière, de 27 % en 2004 à 53 % en 2007, au-delà de la moyenne française à cette date (48,5 %)⁸. Les équipements sur lesquels subsiste encore un « retard » sont certains produits technologiques plus récents comme le home-cinéma (8 % en possèdent contre 16 % dans l'ensemble de la population), ou encore les baladeurs MP3 (22 % contre 40 % en moyenne nationale)⁹.

Une comparaison des coefficients budgétaires des agriculteurs montre que leurs comportements de consommation ont évolué dans le même sens que ceux de la moyenne des ménages : réduction des postes « alimentation » (y compris boissons alcoolisées et tabac), augmentation du poste « loisirs, culture et éducation ». Toutefois, la part consacrée à l'alimentation a moins diminué que pour les autres catégories sociales, ce qui peut tenir à l'estimation de l'auto-consommation, intégrée dans le calcul par l'Insee. Il en va de même pour le poste « transport », dont l'importance peut tenir au fait que la répartition de certaines dépenses est difficile à établir entre l'exploitation et le ménage. Enfin, le poste « logement » est traditionnelle-

ment moins élevé chez les agriculteurs, car ils sont plus souvent propriétaires de leur habitation¹⁰.

Les conditions de logement des agriculteurs, longtemps nettement inférieures à celles du reste de la population, se sont considérablement améliorées au cours des 40 dernières années. En 1970, 60 % de leurs logements n'avaient pas l'eau courante. En 2002, seuls 2,3 % des logements étaient sans confort¹¹. Toutefois il reste des écarts : en 2006, 13 % des logements des agriculteurs étaient de qualité médiocre, contre 7 % pour l'ensemble des ménages, 9 % pour les ouvriers et 10 % pour les ruraux¹². Les logements des agriculteurs sont dans l'ensemble plus grands que ceux du reste de la population, mais souvent aussi plus anciens.

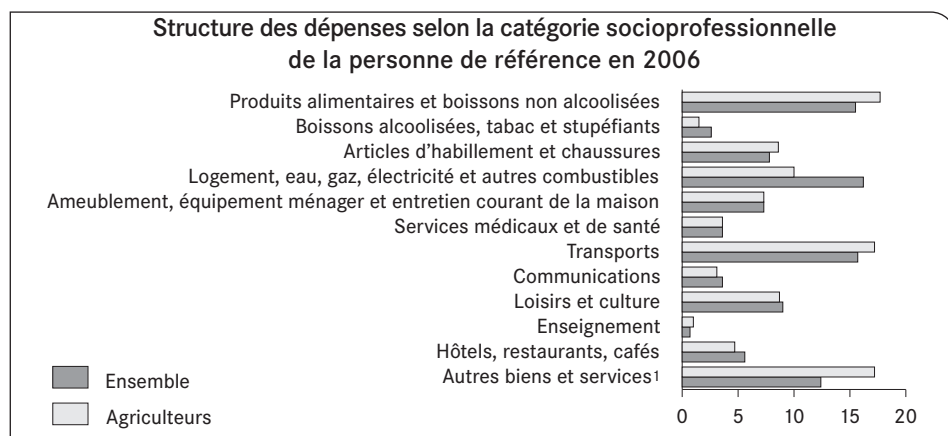
### 3 - Vers la famille « standard » ?

Les familles d'agriculteurs semblent moins concernées que les autres par les mutations qui touchent la famille contemporaine. La taille moyenne des ménages agricoles reste encore supérieure à celle du ménage français moyen, en particulier parce que les générations continuent à cohabiter. En 2006, seulement 4 % des agriculteurs et agricultrices exploitants de 20 à 69 ans sont divorcés, contre plus de 8 % pour la moyenne française, mais cette part est en augmentation de près d'un point de

1999 à 2006¹³. Les familles monoparentales restent également beaucoup moins nombreuses dans le milieu agricole, et les naissances hors mariage plus rares. Les agriculteurs accordent en outre une plus grande importance à la vie familiale : les trois quarts d'entre eux résident près de leurs parents (à moins d'une demi-heure), et parmi ces derniers, 85 % voient leur mère chaque semaine, alors que ce n'est le cas que de 64 % des cadres dans la même situation de proximité géographique¹⁴.

Contrairement à une idée reçue (et entretenue par l'émission de télé-réalité « L'amour est dans le pré »), les agriculteurs ne sont pas marqués par un célibat plus important que les autres catégories de la population. Ils sont même plutôt moins souvent célibataires que la moyenne, sauf pour les hommes de 60-64 ans et surtout ceux de 65-69 ans, pour lesquels subsiste encore un écart important¹⁵. Cette ancienne singularité agricole, souvent étudiée par les sociologues¹⁶, serait donc en passe de se résorber avec le changement générationnel.

En matière de choix du conjoint, le monde agricole s'est longtemps caractérisé par sa forte endogamie. Aujourd'hui encore, les agriculteurs constituent le groupe social où l'on se marie et où l'on vit le plus « entre soi » : 72 % des agricultrices vivant en couple ont un conjoint agriculteur et 51 % des agriculteurs



1. Notamment : biens et services de soins personnels, bijouterie et maroquinerie, dépenses relatives aux gardes d'enfants hors du domicile, assurances et services financiers, divers autres services (services juridiques, cotisation à des associations, etc.).

Source : Insee, Enquête budget de famille 2006 (champ : France métropolitaine)

8. Insee, enquête Statistiques sur les revenus et les conditions de vie (SRCV) 2007.

9. Ministère de la Culture/DEPS, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique*, Ed. La Découverte, 2009.

10. À 88,2 % contre 57,1 % pour l'ensemble des ménages, Insee, Enquête Logement 2006.

11. Logement dans lequel manque un des éléments suivants : eau courante, wc intérieur, sanitaire.

12. Insee, Enquête Logement 2006. La qualité du logement répond à un ensemble de critères, comme l'eau courante, l'humidité, le chauffage.

13. De 3,3 % à 4,2 %. Insee, Recensements de la population 1999 et 2006.

14. INED, Enquête ERFI 2005, « À quelle fréquence voit-on ses parents ? », *Population & Société*, n° 427, 2006.

15. Célibataire renvoyant ici non à un statut matrimonial mais à une absence de vie de couple. Insee, Recensement de la population 2006.

16. Dont Pierre Bourdieu dans *Célibat et condition paysanne*, 1962.

### Taux d'équipement en 2007

Catégorie socioprofessionnelle	Réfrigérateur	Congélateur	Four à micro-ondes	Lave-linge	Lave-vaisselle	Voiture	Deux voitures ou plus	Téléviseur couleur	Magnétoscope ou lecteur DVD	Téléphone fixe	Téléphone portable	Micro-ordinateur	Connexion à internet
Agriculteurs exploitants	100,0	91,9	80,8	96,7	74,7	99,4	60,3	97,8	84,6	96,3	86,6	68,3	53,1
<b>Ensemble</b>	<b>99,7</b>	<b>84,1</b>	<b>78,9</b>	<b>93,5</b>	<b>46,2</b>	<b>80,5</b>	<b>33,7</b>	<b>97,3</b>	<b>83,3</b>	<b>87,1</b>	<b>76,9</b>	<b>58,9</b>	<b>48,5</b>

Source : Insee, enquête SRCV (statistiques sur les revenus et les conditions de vie) 2007

vivant en couple vivent avec une agricultrice<sup>17</sup>. Compte tenu des particularités du travail sur l'exploitation, il paraît normal que le mari et la femme aient plus fréquemment le même métier. Mais quand on regarde non pas le métier de la femme mais son origine sociale définie par la profession de son père, l'homogamie agricole reste importante : en 2000, 55 % des agriculteurs étaient en couple avec une conjointe issue du milieu agricole<sup>18</sup>. Cependant, Giraud et Rémy parlent de « l'ouverture progressive du champ des possibles conjugués », notamment pour les jeunes agriculteurs : si en 2000, 70 % des conjointes d'agriculteurs âgées de 60 à 65 ans sont d'origine agricole, ce n'est le cas que de 39 % des conjointes de 25 à 30 ans<sup>19</sup>. La croissance récente de la population rurale, comme la scolarisation plus longue des jeunes agriculteurs, sont l'occasion de contacts sociaux mixtes plus nombreux et plus variés. De plus, se lier à un agriculteur, c'est de moins en moins épouser son métier, comme en témoigne l'augmentation du travail des femmes d'agriculteurs à l'extérieur de l'exploitation.

#### 4 - Peu de temps libre pour les loisirs

Les contraintes de l'exploitation expliquent les différences fortes qui persistent en matière de loisirs. Malgré les progrès techniques, les agriculteurs ont un temps de travail encore nettement plus élevé que les autres groupes professionnels : 54 heures en moyenne par semaine, contre 52 pour les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, 42 pour les cadres et 36,5 pour les ouvriers<sup>20</sup>.

De plus, ce temps de travail connaît de fortes variations d'une semaine sur l'autre et un cinquième environ est réalisé le week-end. L'agriculteur a du temps libre, mais il survient de façon aléatoire, en décalage avec les temps de loisir standards, ce qui se prête mal à la pratique d'activités.

Cette particularité, ajoutée à l'éloignement géographique et à des héritages familiaux, explique que les pratiques culturelles des agriculteurs soient en retrait sur celles d'autres groupes : en 2008, 91 % des agriculteurs ne sont jamais allés à un concert de jazz, 84 % à un concert de musique classique ou de rock, 78 % à un spectacle de danse classique ou moderne et 43 % au théâtre, des chiffres comparables à ceux des ouvriers

(sauf pour le théâtre) et plus élevés que la moyenne des ruraux<sup>21</sup>. En revanche, ils sont plus nombreux que les cadres ou les artisans à avoir déjà assisté à un spectacle de danses folkloriques ou à être déjà allés au cirque, ces manifestations ayant pour particularité d'être moins concentrées dans les espaces urbains. D'autre part, 69 % des agriculteurs n'avaient pas lu de livre au cours des 12 derniers mois, en 2005, contre 51 % pour les artisans, commerçants et chefs d'entreprise. On note cependant une progression en ce qui concerne le cinéma : alors que 12 % y étaient allés au cours de l'année en 2000, cette proportion est montée à 39 % en 2006<sup>22</sup>. Comme la moyenne des Français, ils regardent tous les jours la télévision mais ils lisent davantage les quotidiens (50 % en lisent un tous les jours ou presque, contre 29 % en moyenne), notamment les quotidiens régionaux<sup>23</sup>.

Concernant la pratique sportive, elle avait beaucoup augmenté chez les exploitants agricoles entre 1967 (19 %) et 1987-1988 (31 %), mais on ne dispose pas de chiffres plus récents. On sait seulement que l'accès au sport est, en milieu rural en général, plus réduit : manque de moyens, d'équipements et d'infrastructures, effectifs réduits peu propices à la constitution d'équipes de sports collectifs et difficultés pour trouver l'encadrement sont autant d'obstacles à la pratique d'un sport<sup>24</sup>. On manque également de données sur les activités a priori davantage pratiquées par les agriculteurs comme la chasse et la randonnée.

Toujours en raison de leurs contraintes professionnelles, les agriculteurs partent moins en vacances que le reste de la population : 38 % sont partis en 2004 contre 65 % pour l'ensemble des Français, et 45 % pour les personnes vivant dans les zones rurales isolées<sup>25</sup>. Quand les agriculteurs partent, ils le font aussi moins longtemps (près de 10 jours sur toute l'année en moyenne contre environ 20 pour les artisans, commerçants et chefs d'entreprise et 18 pour les ouvriers). 55 % des exploitants évoquent des raisons professionnelles pour expliquer cette non prise de congés hors domicile, contre moins d'un Français sur dix en général. Si les agriculteurs sont ceux qui partent le moins, leur taux de départ a progressé de 14 points en dix ans, puisqu'ils n'étaient que 24 % à prendre des vacances en 1994.

Les modes de vie (consommation, loisirs, vacances) sont le reflet des diffé-

rences qui existent habituellement entre groupes sociaux. Dans le cas des agriculteurs, ces différences sont encore plus marquées en matière de valeurs et d'aspirations identitaires.

#### 5 - Attachement à des valeurs traditionnelles et fort engagement dans la vie sociale

La pratique religieuse des agriculteurs reste élevée : en 2005, 64 % des femmes et 37 % des hommes déclarent pratiquer une religion de manière occasionnelle ou régulière, ce qui n'est le cas que de 35 % des femmes et 27 % des hommes non-agriculteurs<sup>26</sup>. Comme l'expliquent Bertrand Hervieu et Jean Viard, « par rapport aux autres groupes sociaux, c'est une caractéristique forte et particulière, en grande partie liée à la sédentarisation paysanne, au fait de vivre une vie entière dans les repères structurants de l'enfance »<sup>27</sup>. Cela va de pair avec un attachement à des valeurs traditionnelles : l'opposition à l'avortement, à l'infidélité et à l'homosexualité est plus élevée chez les agriculteurs que chez les Français dans leur ensemble. Daniel Boy a également montré<sup>28</sup> comment l'univers idéologique des agriculteurs reste marqué par l'attachement aux valeurs de l'entreprise privée et du libéralisme (d'un point de vue économique mais aussi dans un sens socio-culturel plus large). De même, la valorisation de la discipline et de l'effort est plus affirmée parmi les agriculteurs que dans l'ensemble de la population. Les attitudes varient cependant avec l'âge : 83 % des agriculteurs âgés de 65 ans et plus soutiennent l'idée selon laquelle

17. Insee, Enquête étude de l'histoire familiale de 1999 in *Données sociales* 2006.

18. C. Giraud, J. Rémy, « Les choix des conjoints en agriculture », *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, 2008, pages 21-46.

19. Ceci s'explique aussi par le fait que le nombre d'agriculteurs étant nettement moins important dans la population en général, le nombre de conjoints issus du monde agricole diminue mécaniquement.

20. Champ : actifs de 15 ans ou plus en emploi, Insee, Enquête Emploi 2007.

21. Ministère de la Culture, DEPS, *Les pratiques culturelles des Français en 2008*.

22. Insee, enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV).

23. Ministère de la Culture, DEPS, *Les pratiques culturelles des Français en 2008*.

24. S. Guillou, « Sport rural : le bonheur est-il dans le pré ? », *En jeu* n° 429, 2009.

25. Insee, enquêtes EPCV, 1999-2004.

26. Insee, enquêtes EPCV 2005.

27. B. Hervieu, J. Viard, *L'archipel paysan. La fin de la République agricole*, Éditions de l'Aube, 2001.

28. D. Boy, *Attitudes politiques des agriculteurs*. CEVI-POF, Cahiers n° 12, mars 1995.



l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort, contre seulement 39 % des 18-24 ans.

Si les agriculteurs ne pèsent plus qu'environ 2 % du corps électoral du pays, leur poids politique est plus fort car ils votent encore davantage que les autres catégories socioprofessionnelles<sup>29</sup>. Ils restent très ancrés à droite : en 2008, 42 % d'entre eux se déclarent proches de l'UMP<sup>30</sup>.

L'attachement à l'identité professionnelle reste également bien marqué. Les agriculteurs sont ceux qui, avec les cadres, citent le plus souvent leur métier pour se définir (respectivement 69 % et 71 %), alors que ce n'est le cas que de 44 % des ouvriers<sup>31</sup>. Cette forte identité s'appuie sur des représentations collectives partagées. À la question « Pourquoi avez-vous choisi la profession d'agriculteur ? » une majorité de jeunes interrogés répondent : « Parce que c'est un métier où on se sent libre » et beaucoup considèrent que la liberté et l'initiative sont les valeurs qui les différencient le plus des autres jeunes qui débutent dans la vie professionnelle<sup>32</sup>. Le rapport au territoire est également important : 40 % des agriculteurs se définissent par les lieux auxquels ils sont attachés, la proportion étant de 28 % pour l'ensemble des Français et de 32 % pour ceux qui vivent en zone rurale<sup>33</sup>.

Ils se distinguent par un engagement fort dans différentes instances de la vie sociale : associations, syndicats, partis, etc., et par un plus grand bénévolat (de 7 points supérieur à la moyenne en 2002)<sup>34</sup>. En 2006, 41 % des agriculteurs étaient adhérents d'au moins une association, contre seulement 31 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, et 25 % des ouvriers. Parmi eux, 42 % avaient une responsabilité dans cette association alors que la moyenne nationale n'est que de 23 %<sup>35</sup>. On assiste cependant à une érosion : en 1982-1983, 61 % des agriculteurs et 31 % des agricultrices adhéraient à une association dont, respectivement, 17 % et 3 % avec prise de responsabilité<sup>36</sup>. Cette sur-représentation tient pour beaucoup à leur engagement dans les associations à caractère syndical ou professionnel : 54,5 % des agriculteurs étaient syndiqués en 1996, alors que ce n'était plus le cas que de 23 % des ouvriers<sup>37</sup>.

Les agriculteurs sont enfin très engagés dans la vie politique locale, souvent avec un mandat électif. Toutefois, alors

qu'ils représentaient encore le tiers des maires de France en 1983, cette part est tombée à 15,6 % en 2008<sup>38</sup>. H. Mendras donnait déjà, dans les années 1960, une clé de lecture de cette forte mobilisation<sup>39</sup> : « les producteurs agricoles (...) sont très dispersés et très divisés et disposent d'un faible pouvoir de pression économique (...). Ils compensent cette faiblesse par leur puissance politique ». On peut aussi y voir une tentative de compenser l'individualisation du travail et la solitude qu'elle entraîne : « il y a un changement dans les sociabilités, dans les rapports des gens entre eux, qui renforce le rôle des lieux professionnels où ces hommes isolés se rencontrent – en particulier les coopératives, la Mutualité sociale agricole, les syndicats, les conseils municipaux, la caisse de crédit... Ces institutions sont, en somme, leurs maisons communes, d'autant plus que très souvent les paysans ne fréquentent guère les cafés et les espaces de loisirs »<sup>40</sup>.

\* \*

\*

En 1967, Henri Mendras anticipait l'effacement des spécificités du monde agricole et son rapprochement des autres catégories socio-professionnelles : « les producteurs agricoles seront simplement un groupe professionnel parmi d'autres avec leurs particularités et leurs intérêts propres (...). Ils seront sans doute assez proches des groupes que certaines statistiques dénomment " intermédiaires " : classes moyennes nouvelles qui rassemblent les cadres salariés, les professions libérales et certains commerçants (...). De plus en plus l'adolescent choisira son métier d'agriculteur comme un autre. Il l'apprendra dans les écoles et non plus auprès de son père. Partagé entre l'école et une famille " moderne ", le petit campagnard s'élèvera dans une situation analogue à celle du jeune citadin avec lequel il partagera en outre une même civilisation de la jeunesse, le même " monde des copains ". Ayant les mêmes " idoles " et lisant les mêmes journaux, il aura les mêmes valeurs et les mêmes idéaux ». Si tous les éléments de cette prophétie n'ont pas été confirmés, il n'en reste pas moins que la tendance d'ensemble avait été parfaitement perçue. Et comme Solange Rattin l'écrivait, dès 1996, dorénavant « l'agriculture n'est plus un état mais une profession »<sup>41</sup>.

Si le groupe « agriculteurs » présente encore des caractéristiques frappantes,

notamment en ce qui concerne la vie familiale, les valeurs ou l'engagement politique, on observe un fort mouvement de rapprochement du reste de la population, particulièrement en termes de consommation et de modes de vie. Les facteurs à l'origine de ce rapprochement, comme la croissance des formes sociétaires, l'allongement de la durée de formation, l'ouverture matrimoniale sur d'autres catégories sociales, sont susceptibles de durer voire de se renforcer. Dès lors, on peut penser que ce mouvement de « dilution » des spécificités agricoles va se poursuivre. On peut faire l'hypothèse, en particulier, que le renouvellement des générations sera un vecteur puissant de transformation de ce groupe, d'autant qu'il se produira plus rapidement et avec plus d'ampleur que pour les autres groupes sociaux : aujourd'hui, 35 % des agriculteurs en activité ont entre 50 et 64 ans, alors que cette proportion n'est que de 25 % pour la moyenne des actifs occupés<sup>42</sup>.

**Céline Laisney**

Chargée de mission Veille

**Centre d'études et de prospective**

celine.laisney@agriculture.gouv.fr

29. CEVIPOF, Panel électoral 2007.

30. IFOP, Analyse sur l'opinion politique des agriculteurs, 02/2009.

31. Insee, enquête Histoire de vie 2003 (IP937).

32. F. Purseigle, *Les sillons de l'engagement. Jeunes agriculteurs et action collective*, L'Harmattan, 2004.

33. Insee, enquête Histoire de vie 2003 (IP937).

34. Insee, enquête Vie associative 2002, *Économie et statistique*, n° 372, 2004.

35. Insee, statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) 2006.

36. Insee-INED, Enquête sur les contacts avec autrui, *Portrait social*, 1993 p.103.

37. J.T.S. Keeler, « Agricultural Power in the European Community : Explaining the Fate of CAP and GATT Negotiations », *Comparative Politics*, 28-1, 1996, pp. 127-149.

38. Selon une étude menée par la Direction générale des collectivités (DGCL) lors des élections de mars 2008.

39. H. Mendras, *La fin des paysans*, Paris, Futuribles, 1967.

40. B. Hervieu, J. Viard, *L'Archipel paysan. La fin de la république agricole*, Éditions de l'Aube, 2001.

41. S. Rattin, « L'agriculture n'est plus un état mais une profession », *Insee première*, n° 420, janvier 1996.

42. Insee, Enquête Emploi 2007.

**Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche**

**Secrétariat Général**

Service de la statistique et de la prospective

Centre d'études et de prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy

TSA 70007

93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex

Tél. : 01 49 55 85 05

Sites Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

[www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald

Rédacteur en chef : Bruno Héralut

Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution © 2010